

# Passerelles Synthèse

*Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable*

Volume 12· Numéro 13, 5 Août 2011

<b>LIGNE DE FOND.....</b>	<b>1</b>
La CNUCED annonce une relance de l'IDE dans le monde.....	1
Doha : toujours aucune avancée, de nombreuses questions restent en suspens.....	3
<b>NOUVELLES DE L'OMC.....</b>	<b>3</b>
L'Asie en tête dans la mise en place d'accords commerciaux préférentiels.....	3
Sur quoi la huitième Conférence ministérielle de l'OMC portera-t-elle ?.....	4
<b>SUR LE FIL.....</b>	<b>5</b>
OMC: L'UE et la Chine s'affrontent à nouveau..	5
Quel futur pour les relations UE-ACP ? .....	5
<b>NOUVELLES REGIONALES .....</b>	<b>6</b>
APE : l'accès au marché et le programme de développement au centre des divergences .....	6
<b>ÉVÉNEMENTS.....</b>	<b>7</b>
<b>PUBLICATIONS .....</b>	<b>8</b>

*PASSERELLES SYNTHÈSE, Revue bimensuelle sur le commerce et le développement durable © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.*

**Equipe de rédaction d'ENDA :** Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO, Marion Gelliner (stagiaire)

**Equipe éditoriale d'ICTSD :** K. Guddoy, C. Bonnerot

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

## LIGNE DE FOND

### La CNUCED annonce une relance de l'IDE dans le monde

Dans son « [Rapport](#) sur l'investissement dans le monde », publié le 26 juillet, la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a annoncé que les investissements étrangers directs (IED) devraient retrouver leur niveau d'avant la crise d'ici 2013. A moins qu'une nouvelle crise ne survienne.

Selon le Secrétaire Général des Nations-Unies, Ban Ki-Moon, pour la première fois en 2010 les pays en développement ont absorbé près de la moitié des flux mondiaux d'IED. Ils ont également affiché des niveaux records de sorties d'IED, principalement à destination d'autres pays du Sud. Selon le rapport, cela confirme l'importance croissante des pays en développement dans l'économie mondiale et dans la coopération Sud-Sud pour un développement durable.

Le rapport contient d'importantes informations sur le comportement des IED en 2010. Il indique en particulier que l'année 2010 a connu une légère hausse des flux mondiaux d'IED qui se sont établis à 1 240 milliards de dollars. Ces flux sont de 15 pour cent inférieurs à leur niveau moyen d'avant la crise en 2011. Et cela, malgré le fait que la production industrielle et le commerce au niveau mondial aient retrouvé leurs niveaux d'avant la crise. Si la tendance actuelle se maintient, les flux mondiaux d'IED devraient retrouver leur niveau d'avant la crise, pour s'établir dans une fourchette entre 1 400 à 1 600 milliards de dollars. Ce scénario positif ne vaut qu'en l'absence de toute crise économique mondiale inattendue qui pourrait découler d'un certain

nombre de facteurs de risque toujours présents, prévient toutefois la CNUCED.

Toutes les régions du monde n'ont pas cependant bénéficié de la hausse des IDE. Quelques-unes des régions les plus pauvres ont continué d'accuser un recul en termes de flux d'IED. Les flux vers l'Afrique, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ont ainsi diminué, tout comme les flux vers l'Asie du Sud. Dans le même temps, les flux d'IED vers de grandes régions émergentes, telles que l'Asie de l'Est et du Sud-est et l'Amérique Latine, ont enregistré une forte croissance.

Un autre élément important souligné par le rapport concerne la problématique des modes de production internationale sans participation au capital. Il est désormais largement admis que dans le monde d'aujourd'hui, les politiques visant à améliorer l'intégration des pays en développement dans les chaînes mondiales de valeur doivent aller au-delà de l'IED. C'est pourquoi le rapport préconise aux décideurs d'envisager des modes de production internationale sans participation au capital (SPC), comme par exemple, la sous-traitance manufacturière, l'externalisation de services, l'agriculture contractuelle, le franchisage, la concession de licences, les contrats de gestion, et autres types de relations contractuelles qui permettent aux Sociétés transnationales (STN) de coordonner les activités des entreprises du pays d'accueil sans détenir de participation au capital de ces entreprises.

Le rapport de la CNUCED indique que les modes de production internationale SPC sont relativement répandus de par le monde, et plus particulièrement dans les pays en développement. D'après les estimations contenues dans le rapport, ils auraient représenté plus de 2 000 milliards de chiffre d'affaires en 2009. La sous-traitance manufacturière et l'externalisation de services ont représenté entre 1 100 et 1 300 milliards de dollars, le franchisage entre 330 et 350 milliards de dollars, les concessions de licences entre 340 et 360 milliards de dollars, et les contrats de gestion quelques 100 milliards de dollars. Dans la plupart des cas, la croissance des modes de production SPC est plus rapide que celle des secteurs d'activité qui en font l'objet. De plus, toujours

selon le rapport, les modes de production SPC peuvent apporter une importante contribution au développement. Ils assurent en effet l'emploi de 14 à 16 millions de personnes dans les pays en développement. En valeur ajoutée, ils représentent jusqu'à 15 pour cent du PIB dans certains pays. Pour ce qui est des exportations, ils représentent de 70 à 80 pour cent des exportations mondiales dans plusieurs secteurs. Globalement, les modes de production SPC peuvent contribuer au développement industriel à long terme en renforçant les capacités productives, notamment grâce à la diffusion de la technologie et au développement des entreprises locales, et en aidant les pays en développement à accéder aux chaînes mondiales de valeur.

La CNUCED attire enfin l'attention des pays en développement sur le fait que les modes de production SPC comportent des risques qui pourraient compromettre leurs économies. Par exemple, l'emploi dans la sous-traitance manufacturière peut être extrêmement cyclique et aisément délocalisé. La contribution à la valeur ajoutée des modes de production SPC peut sembler faible si on l'évalue en termes de valeur dégagée en dehors de la chaîne mondiale totale de valeur. On peut craindre toutefois que les STN n'aient recours à ces modes de production SPC pour échapper à l'application de normes sociales et environnementales, prévient le rapport. Et pour assurer leur développement industriel à long terme, la CNUCED conseille les pays en développement de réduire leur risque de rester cantonnés dans des activités à faible valeur ajoutée et de devenir excessivement tributaires des technologies propriétaires et des chaînes mondiales de valeur des STN.

**Sources :** Notes Synthèse Enda à partir du « Rapport sur l'investissement dans le monde 2011 », disponible [en ligne](#) sur le site de UNCTAD :

“Foreign Investment Rebounding, Non-Equity Modes of Production Key for Development: UNCTAD”, [Bridges Weekly](#) 28 July 2011

---

## Doha : toujours aucune avancée, de nombreuses questions restent en suspens

Au cours de la dernière réunion du Conseil Général qui est l'Organe de décision suprême de l'OMC réunissant l'ensemble des ambassadeurs des Etats membres, tenue les 27 et 28 juillet à Genève, le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy a souligné l'existence de fortes divergences relatives au niveau d'ouverture des marchés agricoles et à l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles (AMNA). Les grandes puissances demandent en effet aux économies émergentes d'ouvrir d'avantages leurs marchés, alors que ces dernières y sont plutôt réticentes.

En effet, cette importante exigence constitue aujourd'hui un facteur bloquant des négociations. L'ancien ambassadeur de l'Inde auprès de l'OMC, M. Ujal Singh Bathia disait ainsi que cette requête des pays développés est « la raison-même pour laquelle nous sommes actuellement dans l'impasse » et est à l'origine d'une véritable « schizophrénie ».

Cette demande a été faite notamment par les Etats-Unis, qui exigent des pays émergents comme le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud une plus grande ouverture de leurs marchés. Ils demandent concrètement que ces pays leur accordent un accès plus important à leurs marchés en raison de leur importance grandissante sur la scène économique mondiale. A ce sujet, les pays incriminés soutiennent toutefois avoir basé leurs positions sur la déclaration ministérielle de Hong Kong.

Les négociations semblent à l'heure actuelle être bloquées, chacun se retranchant dans ses propres positions afin de défendre ses intérêts, sans jamais tenter de trouver des points de convergence.

### Travailler sur « les questions oubliées »

L'essentiel des discussions sur le cycle de Doha porte principalement sur deux questions : l'agriculture et l'AMNA. Et ces deux sujets sont les principaux nœuds gordiens des négociations. Il serait intéressant selon certains délégués de travailler sur d'autres sujets qui sont aussi

importants tels que l'antidumping, les ADPIC, les services, la facilitation des échanges, etc. L'ambassadeur de l'Inde estime que la mise en place de règles fermes dans les services ou au niveau de la facilitation des échanges pourraient aider à améliorer l'accès au marché.

Pour aller de l'avant, Pascal Lamy estime que « l'approche cocktail » - qui implique des réunions bilatérales, en petits groupes et des consultations dirigées par les présidents - même si elle est encore fragile, est une bonne méthode de travail qui a commencé à porter ses fruits. Il a souligné en outre qu'un meilleur parti pourrait être tiré de cette approche en « élargissant les discussions en petits groupes à tous les domaines » concernés par les négociations.

Ce travail interne sera complété par celui du président qui compte faire un plaidoyer pour que le programme de Doha pour le développement (PDD) devienne partie intégrante de la stratégie coordonnée qu'adoptera le G-20 à son prochain sommet, qui se tiendra à Séoul en novembre 2011.

**Sources :** [Bridges Weekly](#), 28 July 2011, Vol. 15, n°28

[Genève en Bref](#), 30 juillet 2010, Vol. 10 n°29

---

## NOUVELLES DE L'OMC

---

### L'Asie en tête dans la mise en place d'accords commerciaux préférentiels

Nous avons insisté, lors du dernier numéro de Passerelles synthèse, sur la nécessité, selon le rapport de l'OMC sur le commerce mondial 2011, de travailler à davantage de cohérence entre les Accords commerciaux préférentiels et le système multilatéral. Ce même rapport enseigne que l'Asie est en tête de peloton des régions ayant signé le plus d'accords commerciaux régionaux.

Ce rapport de l'OMC, présenté pour la première fois à Genève le 20 juillet, a ensuite été présenté à Bangkok le 27 juillet 2011 devant la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

(CESAP-ONU). Il a relevé que cette partie du monde a, au cours de la décennie 2000-2010, conclu le plus grand nombre d'accords préférentiels.

Depuis le début des années 90, le nombre de ces accords n'a cessé de croître. Mais c'est depuis la création de l'OMC en 1995 que les accords régionaux se sont intensifiés. Dans le monde, il y a actuellement plus de 300 accords commerciaux préférentiels, avec une douzaine d'autres en cours de négociation. En moyenne, chaque membre de l'OMC est impliqué dans 13 accords de ce type.

En 2009, 330 accords au total avaient été notifiés à l'OMC. Parmi ces accords, 180 sont actuellement en vigueur. Il faut relever que bien des accords sont opérationnels sans même qu'ils soient notifiés à l'OMC.

Dans la seule partie de l'Asie Pacifique, en juillet 2009, le CESAP a identifié 104 accords commerciaux régionaux en vigueur. 75 de ces accords sont bilatéraux et 26 d'entre eux le sont avec des pays hors de la zone Asie-Pacifique.

Ces accords sont toutefois plus que de simples arrangements commerciaux. Leur prolifération s'accompagne par une baisse générale des tarifs commerciaux, ce qui signifie que la signature de nouveaux accords devient de moins en moins avantageuse. Les raisons qui poussent tant de pays à conclure des accords préférentiels ne se limitent donc pas à la simple dimension tarifaire et commerciale. Ces accords évoluent en fait vers une intégration plus profonde qui va au-delà des simples droits de douane. Ils couvrent des questions souvent exclues ou peu discutées au niveau international, relatives aux services, à l'investissement, à la protection de la propriété intellectuelle, aux politiques de concurrence, et aux règles d'origines.

Parmi les autres causes de la prolifération d'accords préférentiels, on compte aussi les restrictions souvent importantes au commerce des pays en développement dans le domaine de l'agriculture, l'effet pervers des règles d'origine sur les flux commerciaux et les risques d'éviction des marchés lorsque des pays en développement sont associés à des accords de libre-échange. Il

faut aussi noter parmi les causes de cette prolifération le faible pouvoir de négociation des pays en développement face aux grandes puissances. La conclusion d'accords préférentiels constitue donc un moyen pour les pays en développement de tirer profit d'accords commerciaux plus avantageux et plus complets que les accords traditionnels.

Pascal Lamy, lors du lancement du rapport à Genève le 20 juillet dernier s'est toutefois inquiété de l'enchevêtrement des accords préférentiels, qui ressemble selon lui à un « bol de spaghetti ». La prolifération de ce type d'accords pourrait à terme freiner les efforts de coordination mondiale et même menacer le multilatéralisme. En tout état de cause, les avis sur cette question sont partagés.

### Synthèse ENDA

Source : [Rapport](#) sur le commerce mondial OMC 2011. « Les accords régionaux, un bref aperçu », [News IRED](#)

---

## Sur quoi la huitième Conférence ministérielle de l'OMC portera-t-elle ?

La huitième Conférence Ministérielle se tiendra à Genève du 15 au 17 décembre 2011. Elle regroupera tous les membres de l'OMC (pays et unions douanières) et sera habilitée à prendre des décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral.

Selon le Président du Conseil général, M. l'Ambassadeur Yonov Frederick Agah, qui s'est exprimé le 27 juillet 2011, les délégations devraient « voir ce qui est vraiment faisable dans un esprit pragmatique et réaliste » lorsqu'elles commenceraient à préparer sérieusement la Conférence ministérielle de décembre après la pause d'été. Il a soutenu que le principal objectif de la conférence à venir serait de « renforcer la valeur du système multilatéral de l'OMC pour tous ses membres »

Malgré les échecs successifs et la stagnation des négociations du cycle de Doha, les délégations

sont d'avis que si le sujet doit être obligatoirement abordé, ce dernier ne doit cependant pas empêcher de traiter d'autres problématiques ; insistant de ce fait que « l'OMC est plus que le Cycle de Doha ».

Ainsi, selon la plupart des délégations invitées, les questions relatives au développement, à l'Aide pour le Commerce, aux problèmes liés aux pays les moins développés ou encore à l'amélioration du processus d'accès à l'OMC ne sont pas des sujets à mettre de côté.

Par ailleurs, le programme des négociations doit être fixé dans un délai de six semaines avant la Conférence de décembre. Les ministres n'auront que trois jours pour débattre des questions retenues au programme.

**Sources :** OMC, Nouvelles du Conseil Général, consultable [en ligne](#) (disponible en anglais uniquement).

## SUR LE FIL

### OMC: L'UE et la Chine s'affrontent à nouveau

Les droits antidumping font de nouveau l'objet d'un litige entre l'UE et la Chine. Ce conflit qui s'est officiellement déclaré avec la demande de consultation faite par l'UE le 25 juillet dernier auprès de l'ORD, concerne cette fois-ci les droits antidumping définitifs imposés par la Chine sur les équipements de surveillance à rayons X en provenance de l'UE. Ces mesures sont de façon générale considérées comme étant contraires aux règles du commerce international en ce sens qu'elles faussent le libre jeu de la concurrence. La Chine a imposé, depuis le 23 janvier, des droits anti-dumping compris entre 33,5 et 71,8 pour cent sur les scanners importés de l'UE pour une période de cinq ans.

Ce n'est pas la première fois que les deux parties ont un différend sur la problématique des mesures antidumping. En effet, en 2010, la Chine avait protesté contre la prolongation de 15 mois des mesures antidumping sur les chaussures en cuir

chinoises et vietnamiennes décidée par les 27 pays membres de l'Union.

Les deux parties ont la possibilité dans les 60 jours prochains de trouver un accord à l'amiable. Passé ce délai, l'UE demandera la mise en place d'un groupe spécial qui rendra une décision.

**Sources :** Nouvelles de l'OMC, Règlement des différends, disponible [en ligne](#).

## Quel futur pour les relations UE-ACP ?

De quelle nature seront les relations entre l'UE et les ACP après 2020, date de la fin de l'accord de Cotonou ? Cette question semble concerner de plus en plus les responsables des différentes parties de cet accord.

Lors d'une récente réunion avec la Commission parlementaire pour le Développement du Parlement européen, le Commissaire européen au développement Andris Piebagls déclarait : « nous avons besoin d'un débat politique approfondi avec nos partenaires ». Du côté des ACP, un débat en ligne a été lancé sur cette question.

Si certains pensent que la relation entre ces deux parties n'a aucun avenir glorieux, d'autres estiment que les relations politiques et sociales qui lient ces deux parties sont assez fortes pour générer une relation durable même après la fin de l'Accord de Cotonou. Cette idée est soutenue par l'Ambassadeur Roy Mickey Joy du Vanuatu qui estime que « l'UE ne veut pas lâcher facilement les ACP en raison des liens politiques étroits, sociaux et économiques construits depuis plus de 35 ans ». L'ancien Directeur Général pour le Développement à la Commission européenne, Dieter Frisch commentant la même discussion en ligne a déclaré que : « la relation évolue et demeure pertinente ». Pour lui, « il ne sert à rien de prévoir la fin d'une relation privilégiée, tant qu'aucun autre modèle politiquement meilleur et réalisable n'a été établi. »



## Les ACP doivent compter sur eux mêmes

Quelque soit la relation future entre l'UE et les ACP, ces derniers doivent prendre en charge leur développement. C'est la conviction de l'Ambassadeur Joy qui a expliqué au cours de cette discussion en ligne que «bien que nous espérons pouvoir compter sur la générosité de l'Europe, nous devons assumer la pleine responsabilité de notre propre développement.»

Le Secrétaire Général de l'ACP, Dr Mohamed Ibn Chambas, semble en être lui-même convaincu, en déclarant lors de la célébration du 36<sup>ème</sup> anniversaire des accords de coopération UE-ACP le 6 juin à Bruxelles que : «nous sommes face à une nouvelle ère d'incertitudes. La nouvelle Europe, avec son architecture institutionnelle et ses nouvelles priorités géopolitiques, pose un défi pour nous». Ce défi est selon lui la réévaluation de la place des ACP dans le monde. Il déclarait par la suite que «bien que nous apprécions le soutien que nous continuons à recevoir de nos partenaires de l'UE, il est évident que nous devons prendre notre avenir en main».

Dans ce sens, il est important pour les ACP de travailler à tirer le maximum de profit dans une coopération Sud-Sud et de saisir les opportunités offertes par les économies émergentes de la Chine, l'Inde et Brésil. "

### Synthèse ENDA,

Sources: CTA, [Weblog](#) du Bureau de Bruxelles  
Pac news, PINA ([Pacific Islands News Association](#))

## NOUVELLES REGIONALES

### APE : l'accès au marché et le programme de développement au centre des divergences

Deux mois après la session technique de négociation de l'APE tenue du 23 au 25 mai 2011 à Dakar, les représentants d'Afrique de l'Ouest

(AO) et de l'Union européenne (UE) se sont retrouvés à Bruxelles du 25 au 28 Juillet pour une session de négociation de haut niveau.

Pendant trois jours, les deux parties ont passé en revue les points qui font jusqu'à présent l'objet de divergences. Il s'agit de l'offre d'accès au marché, du Programme de l'APE pour le développement (PAPED) et d'autres sujets dans le texte de l'accord tel que l'article 106 relatif à la clause de la nation la plus favorisée (NPF).

Sur le premier point, l'UE a fait ses commentaires sur l'offre d'accès au marché présentée par l'Afrique de l'Ouest à Dakar en mai dernier. Pour rappel, l'Afrique de l'Ouest avait présenté une offre d'ouverture de 69,69 pour cent en septembre 2010. Celle-ci a été légèrement améliorée pour atteindre 70 pour cent en Mai 2011 à Dakar pour tenir compte de la décision des Chef d'Etat de la CEDEAO d'ouvrir le marché ouest africain à l'UE à hauteur de 70 pour cent.

Suite à la présentation de la nouvelle offre de l'AO en mai à Dakar, l'UE devait envoyer ses observations et commentaires avant la session suivante. Ce n'est qu'à Bruxelles qu'elle a présenté ses observations en évoquant notamment les problèmes liés à l'offre ouest-africaine dont les principaux sont les suivants:

- la gestion technique et de suivi des engagements tarifaires exprimés en système harmonisé (SH) 10 en AO, par rapport au niveau international (Organisation Mondiale des Douanes – OMD-) exprimé en SH6, aux changements de nomenclature du système harmonisé de l'OMD intervenant tous les 5 ans, et à l'absence de libellés pour certains produits. L'UE propose ainsi une affectation des subdivisions à 10 chiffres relevant d'une position du SH à 6 chiffres dans une seule catégorie de démantèlement pour conserver les engagements initiaux ;

- les conséquences que pourrait induire le relèvement des droits de douane par la mise en place du Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO (5ème bande); les droits appliqués devenant supérieurs aux droits notifiés pour neuf pays de la région poseraient un problème au niveau de l'OMC (GATT Article XXVIII).

L'UE a en outre identifié 502 produits classés dans la liste d'exclusion D et qu'elle propose à la libéralisation au motif qu'ils auraient un impact positif sur le développement, en renforçant la compétitivité et la croissance. Pour l'AO, l'enjeu de libéraliser ces nouveaux produits serait cependant que le taux d'ouverture de 70 pour cent soit dépassé. N'ayant pas dit, à ce jour, si elle accepterait ou non une offre d'ouverture de moins de 80 pour cent, l'UE semble vouloir maintenir la pression sur l'AO et la pousser à aller au-delà des 70 pour cent, en dépit du fait que presque tous les acteurs de l'AO, y compris les Chefs d'Etat et la société civile, se sont exprimés contre un tel dépassement. C'est pourquoi les négociations sur l'offre d'accès aux marchés restent une source majeur de divergence et serait vraisemblablement l'un des principaux facteurs d'échec des négociations.

Concernant le PAPED, les deux parties ont échangé pour l'essentiel sur le protocole et particulièrement le financement du programme. Les divergences persistent toujours sur la question de « l'additionnalité des ressources », la prise en compte du montant disponible de l'UE pour le financement du PAPED dans le Protocole, ainsi que le rôle du Conseil conjoint APE. Comme d'autres sujets, le PAPED apparaît à ce stade comme une question plus politique que technique et devrait donc être renvoyé aux décideurs politiques ouest africains et européens.

Le texte de l'accord est le troisième point sur lequel les deux parties ont échangé. A ce niveau, deux articles ont été discutés : l'Article 116 portant sur la clause NPF et l'Article 106 portant sur les relations avec des pays avec lesquels l'UE a établi une union douanière. Sur la question de la clause NPF, les deux parties n'ont pas trouvé de

consensus. Cette question devrait être envoyée aussi aux décideurs politiques. Pour l'article 106, les deux parties s'engagent à poursuivre les discussions, même si l'AO a rappelé que le mandat de négociation qu'elle a reçu ne concerne que l'APE avec l'UE ; par conséquent, elle ne peut pas engager des négociations avec toute autre partie même si cette dernière est dans une union douanière avec l'UE. L'AO propose à l'UE d'établir une liste de ses accords d'union douanière avec des pays tiers dans une déclaration unilatérale qui sera annexé à l'accord.

Les hauts fonctionnaires qui ont pris le relais des experts ont apprécié les progrès réalisés et les ont validés. Ils ont pris acte des divergences de points de vue entre les deux parties et ont demandé aux deux parties de poursuivre leurs efforts aussi bien au niveau de l'offre d'accès au marché qu'au niveau du PAPED. La prochaine session de négociations devrait se tenir en novembre 2011 en Afrique de l'Ouest.

### Synthèse ENDA,

**Source :** rapport de la session de négociation entre l'UE et l'AO tenue les 26 et 29 juillet 2011 à Bruxelles.

## ÉVÉNEMENTS

### OMC

Pas d'événements prévus.

### Hors OMC

2-5 août, Medellín, Colombie.

Conférence sur les bioénergies organisée par the Center for Research and Innovation (CIEN) et the Bolívar Group, avec l'appui de l'Organisation des Etats de l'Amérique (OAS), plus d'informations sur le [site](#) de la BECA.

16-17 août, Taipei, Taiwan.

APEC Symposium on enhancing SME capacity of managing the risk associated with liberalisation? Consulter le site [en ligne](#).

21-27 août.

Semaine mondiale de l'eau, consulter les liens suivants pour plus d'information : [OCDE](#) et [World Water Week](#).

## PUBLICATIONS

**Banque Mondiale:** Global Development Horizons 2011: Multipolarity - The New Global Economy, disponible [en ligne](#).

**CNUCED :** Rapport mondial sur l'investissement en 2011, publié le 26 juillet 2011, disponible [en ligne](#).

**CNUCED,** Développement Économique en Afrique : Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial, publié le 11 juillet 2011. Brochure disponible [en ligne](#).